

## La BCE renforce l'orientation accommodante de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé un ensemble de mesures visant à renforcer l'orientation accommodante de sa politique monétaire.

La première série de mesures consiste en une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,15 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 35 points de base, à 0,40 % ; le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,10 %, c'est-à-dire un taux négatif.

La deuxième série de mesures vise à soutenir l'activité de prêt bancaire aux ménages et aux sociétés non financières (à l'exception des prêts immobiliers). Elle consiste en opérations « ciblées » de refinancement à long terme (Targeted Longer-Term Refinancing Operations ou TLTRO) à échéance septembre 2018.

La troisième série de mesures vise à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Elle consiste à intensifier les travaux préparatoires relatifs à l'acquisition par l'Eurosystème de titres adossés à des actifs (Asset-Backed Securities ou ABS) simples et transparents ayant pour actifs sous-jacents des créances privées.

La quatrième série de mesures vise à contenir la volatilité des marchés monétaires. Elle consiste à prolonger au moins jusqu'en décembre 2016 la conduite des opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offre à taux fixe dans lesquels l'intégralité des soumissions est servie (fixed-rate, full allotment) et à suspendre les opérations de stérilisation de la liquidité injectée dans le cadre du programme pour les Marchés de Titres (Securities Market Programme ou SMP).

Lors de la conférence de presse suivant la réunion du Conseil, le Président de la BCE, Mario Draghi, a présenté cet ensemble de mesures en soulignant que « si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie » et que le Conseil des gouverneurs « affirmait unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation ».

<https://www.banque-france.fr/eurosystème-et-international/la-bce/communiqués-et-décisions-de-la-banque-centrale-européenne.html>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,7 % en avril 2014, en recul par rapport au taux de 11,8 % enregistré en mars 2014 et à celui de 12,0 % d'avril 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,4 % en avril 2014, en baisse par rapport au taux de 10,5 % de mars 2014 et à celui de 10,9 % d'avril 2013. Eurostat estime qu'en avril 2014, 25,5 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,7 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 151 000 dans l'UE28 et de 76 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2013, le chômage a baissé de 1,2 million de personnes dans l'UE28 et de 487 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %), ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,5 % en février 2014) et en Espagne (25,1 %).

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-488 du 15 mai 2014 portant adaptation du code monétaire et financier au changement de statut de Mayotte et clarification du droit des chèques en outre-mer.

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=C0BA5655097A9CC85D530CD019BB758B.tpdjo09v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000028939232&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028939199](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=C0BA5655097A9CC85D530CD019BB758B.tpdjo09v_2?cidTexte=JORFTEXT000028939232&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028939199)

Décret n° 2014-489 du 15 mai 2014 portant adaptation du code monétaire et financier au changement de statut de Mayotte.

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=C0BA5655097A9CC85D530CD019BB758B.tpdjo09v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000028939286&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028939199](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=C0BA5655097A9CC85D530CD019BB758B.tpdjo09v_2?cidTexte=JORFTEXT000028939286&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028939199)

Décret n° 2014-526 du 23 mai 2014 relatif au régime prudentiel des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000028970057&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Arrêté du 30 mai 2014 fixant la liste des pièces justificatives pour l'exercice du droit au compte auprès de la Banque de France

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029066593&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

# ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Indicateur du climat des affaires : stabilité au 1<sup>er</sup> trimestre

L'IEDOM a publié son bulletin trimestriel de conjoncture, Tendances conjoncturelles, qui fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) quasi-stable au premier trimestre. Après plusieurs trimestres de hausse, l'ICA est en très léger repli (-0,5 point au cours du trimestre) et se situe désormais à 5,3 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Parallèlement, les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise se dégradent, atteignant un niveau très inférieur à leur moyenne de longue période. Tendances conjoncturelles est disponible sur le site de l'[IEDOM](#).

## Monnaie fiduciaire : diminution du nombre de billets au 1<sup>er</sup> trimestre

À la fin du premier trimestre 2014, la circulation de billets est en diminution de 2,7 % sur le trimestre (21,9 millions de billets), ce qui représente 898,6 millions d'euros (-1,5 %). Les coupures de 50 euros sont les plus nombreuses, représentant 55,0 % du volume et 67,0 % de la valeur de l'émission fiduciaire.

La contrefaçon reste marginale en Martinique avec 310 billets contrefaits versés au guichet de l'IEDOM ce trimestre, les coupures de 50 euros représentant 75,5 % des billets falsifiés saisis (contre 42,9 % des billets contrefaits saisis en 2013).

Emission de billets	T4 2013	T1 2014	Variation
(en millions de billets)			
Billets émis	17,6	15,2	-13,6%
Billets retirés	16,7	15,8	-5,4%
Emission nette	0,9	-0,6	n.s.
<b>Circulation en fin de période</b>	<b>22,5</b>	<b>21,9</b>	<b>-2,7%</b>
(en millions d'euros)			
Billets émis	491,4	428,4	-12,8%
Billets retirés	461,3	442,2	-4,1%
Emission nette	30,1	-13,8	n.s.
<b>Circulation en fin de période</b>	<b>912,3</b>	<b>898,6</b>	<b>-1,5%</b>

Source : IEDOM

## Surendettement : baisse du nombre de dossiers

Au premier trimestre 2014, le nombre de dossiers déposés auprès du secrétariat de la commission de surendettement atteint 122 (+13,0 % par rapport au précédent trimestre, mais -14,7 % par rapport au premier trimestre 2013).

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## Aides européennes : enveloppes en hausse

Les programmes opérationnels européens sont en cours de préparation pour la période 2014-2020. Les enveloppes du FEDER, du FSE et du FEADER ont d'ores et déjà été fixées (respectivement 448 millions d'euros, 202 millions d'euros et 130 millions d'euros). Cumulées, elles affichent une progression de 26 % par rapport à la précédente période de programmation (+161 millions d'euros). Reste à déterminer l'enveloppe du FEAMP.

En termes de gouvernance, la Région devient autorité de gestion pour le FEDER, le FEADER et pour 35 % du FSE. L'Etat reste autorité de gestion pour 65 % du FSE (emploi, inclusion sociale, décrochage scolaire) et en délèguera la moitié au Département. La programmation devrait débuter de manière effective au second semestre 2014.

DOUCUP puis PO (en millions d'euros)	DOUCUP 2000-2006	PO 2007-2013	PO 2014-2020
FEDER <sup>(1)</sup>	474	417	448
FSE <sup>(2)</sup>	121	98	202
FEADER puis FEAMP <sup>(3)</sup>	102	104	130
IFOP puis FEP puis FEAMP <sup>(4)</sup>	7	8	n.d.
<b>Total</b>	<b>704</b>	<b>627</b>	<b>781</b>

<sup>(1)</sup> Fonds européen de développement régional

<sup>(2)</sup> Fonds social européen

<sup>(3)</sup> Fonds européen agricole pour le développement rural

<sup>(4)</sup> Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

Source : Préfecture - Direction Europe et Aménagement

## MEDEF : élection du nouveau bureau

Le 21 mai, le Conseil d'administration du MEDEF de la Martinique a procédé à la désignation d'un nouveau bureau pour une durée de 3 ans. Philippe Jock a été réélu Président à l'unanimité. Par ailleurs, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de 4 commissions : la Commission Économique (présidée par Guillaume Gallet de Saint-Aurin), la Commission Éducation, Formation professionnelle et Jeunesse (co-présidée par Charles Larcher et François-Xavier Gouye), la Commission Coopération Caraïbienne (présidée par Sandra Casanova) et la Commission Sociale (co-présidée par Bernard Edouard et Philippe Jock).

## TVA et IS : recettes en hausse au 1<sup>er</sup> trimestre

Les recettes de TVA sont en hausse de 4,8 % au premier trimestre, à 44,1 millions d'euros (+3,3 % sur un an). Les recettes d'impôt sur les sociétés sont, pour leur part, en progression de 29,1 % sur le trimestre, à 19,2 millions d'euros (+12,9 % sur un an). Cette évolution pourrait être le signe d'une amélioration de l'activité économique en fin d'année 2013.

## Hypermarchés : croissance du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre

Au premier trimestre 2014, le chiffre d'affaires des hypermarchés est en augmentation de 3,7 % en glissement annuel. Il s'élève ainsi à 134 millions d'euros.

## Élections européennes : 88,6 % d'abstention en Martinique

Le 25 mai, 3 députés ont été élus ou réélus au titre de la circonscription Outre-mer. Le vote a été marqué par une très forte abstention, puisque près de 9 électeurs sur 10 ne se sont pas déplacés (82,9 % pour la circonscription Outre-mer dans son ensemble et 88,6 % pour la Martinique). Dans la circonscription Outre-mer, la liste UMP totalise 26,7 % des suffrages exprimés, la liste PS 19,3 % et la liste Divers gauche 18,2 % (soit respectivement 4,3 %, 3,1 % et 2,9 % des inscrits). Louis-Joseph Manscour (Choisir notre Europe - PS) a été élu pour la section Atlantique, Maurice Ponga (Pour la France des Outre-mer - UMP) réélu pour la section Pacifique, ainsi que Younouss Omarjee (Union pour les Outre-mer - Divers gauche) pour la section Océan Indien.

# ACTUALITÉS RÉGIONALES

## Coopération régionale : participation de la Martinique au forum Invest in Saint-Lucia

Le forum Invest in Saint-Lucia s'est déroulé les 4, 5 et 6 mai à Sainte-Lucie. Cette première édition a permis la rencontre entre des porteurs de projets et plus de 240 chefs d'entreprise, représentants des médias et consultants en investissement. Des délégations de la Caraïbe, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, du Moyen-Orient et d'Asie étaient présentes. Lors du forum, la délégation martiniquaise a rencontré la Ministre du commerce, Emma Hippolyte, afin de réaffirmer le besoin de concrétiser les démarches entreprises dans le cadre de l'accord bilatéral en cours de finalisation entre le Gouvernement de Sainte-Lucie et le Conseil régional.

## Transports régionaux : développement du cluster GAT Caraïbes

[Le cluster GAT Caraïbes](#) a mené plusieurs actions au cours du mois de mai. Le 8 mai, sa présidente, Sandra Casanova, et la présidente du cluster PACA logistique, Isabelle Bardin, ont signé une convention de partenariat qui permettra notamment le partage d'expériences et la création de projets coopératifs.

GAT Caraïbes a également participé au 13<sup>ème</sup> congrès de la Caribbean shipping association (CSA), qui s'est déroulé à Miami les 12, 13 et 14 mai. GAT Caraïbes deviendra membre de la CSA en octobre prochain. Ce congrès a permis principalement de fixer au 26 janvier 2016, la date d'ouverture du Canal de Panama après réalisation des travaux d'élargissement. Enfin, le 16 mai, GAT Caraïbes et la section martiniquaise des Conseillers du commerce extérieur de France (CCEF) ont été reçus par Philippe Létrilliart, le consul général de France à Miami, afin de présenter le cluster et ses objectifs.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- avril 2014	130,7	-0,1 %	+0,8 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- avril 2014	44 579	+0,2 %	+0,6 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2014	22 024	+0,2 %	+0,9 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2013	38 272	+0,5 %	-7,0 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mars 2014	249,2	+48,5 %	+32,1 %
	Hors produits pétroliers	- mars 2014	167,6	+17,5 %	+13,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- mars 2014	45,4	+9,0 %	-1,0 %
	Hors produits pétroliers	- mars 2014	20,7	+54,7 %	-32,9 %
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- mars 2014	18,2 %		-15,6 pts
	Hors produits pétroliers	- mars 2014	12,4 %		-8,0 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mars 2014	46,1	+8,8 %	-0,1 %
		- cumul annuel	134,0		+3,7 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mai 2014	16 597	-0,1 %	-4,3 %
	Retraits de cartes bancaires	- mai 2014	4 761	+0,9 %	-4,9 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aérien</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- avril 2014	147 945	-9,8 %	+9,4 %
		- cumul annuel	624 254		+6,3 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2014	3 358	-67,0 %	
		- cumul annuel	134 317		+83,3 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2014	14 883	+5,7 %	-7,1 %
		- cumul annuel	43 407		-0,6 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mai 2014	613	-21,6 %	-6,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mai 2014	175	+25,9 %	+26,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		4 365		+3,9 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,15%	11/06/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,40%	11/06/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,10%	11/06/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mai 2014)			
Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1601%	0,1907%	0,2488%	0,2564%	0,2430%	0,3250%	0,4180%	0,5930%

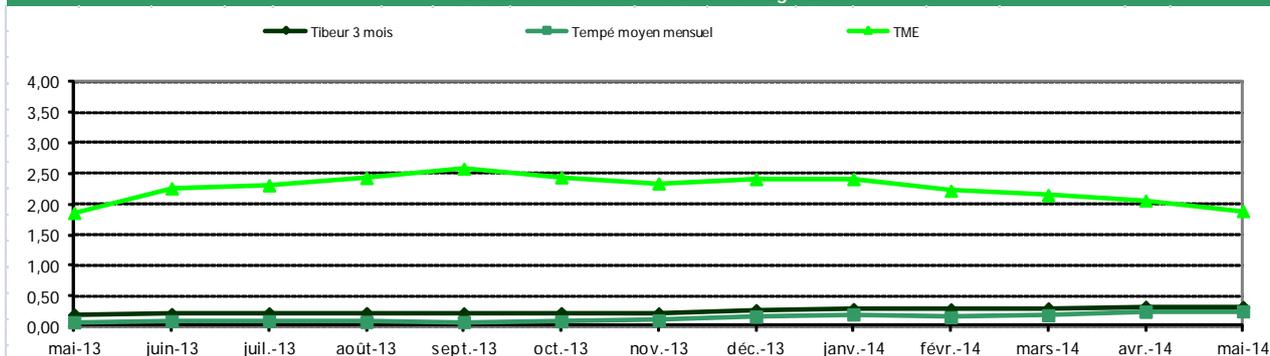
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
2,22%	2,15%	2,06%	1,89%	2,42%	2,35%	2,26%	2,09%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts-relais	5,39%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,09%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,21%	Découverts en compte (1)	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

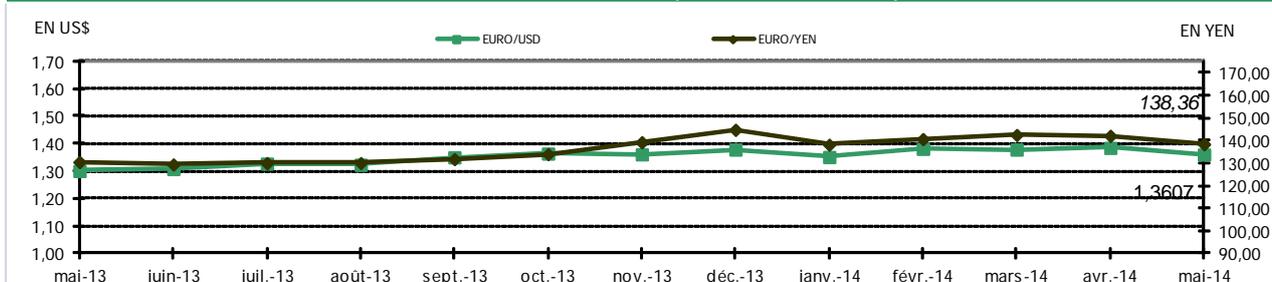
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3607	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,2516	EURO/SRD (Surinam)	4,4986
EURO/JPY (Japon)	138,3600	EURO/BWP (Botswana)	11,9266	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4401
EURO/CAD (Canada)	1,4745	EURO/SCR (Seychelles)	16,4800	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,0129
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8131	EURO/MUR (Maurice)	41,1688	EURO/BBB (La Barbade)	2,7264
EURO/SGD (Singapour)	1,7059	EURO/BRL (Brésil)	3,0315	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,7981
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5491	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5774	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3305,7597	EURO/XCD (Dominique)	3,6806	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Victor-Robert NJUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 972066 Fort-de-France Cedex

Achevé d'imprimer le 16 juin 2014 - Dépôt légal : juin 2014 - ISSN 1240-3822